



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Prestations d'hébergement en pension complète Et mise à disposition de locaux pédagogiques

Sessions 2026-2027

Pouvoir adjudicateur	École Nationale de Ski et d'Alpinisme (ENSA) 35 route du Bouchet, 74400 CHAMONIX Représenté par : Manuel BRISSAUD Agissant en qualité de : Directeur Général
Objet du marché	Prestations d'hébergement et restauration des stagiaires et formateurs de l'ENSA 3 lots (Chamonix, Tignes, Deux Alpes)
Type de marché	Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande de services - Marché à procédure adaptée
Public concerné	Stagiaires (adultes majeurs) et formateurs de l'ENSA <ul style="list-style-type: none">- Formation au D.E Moniteur de Ski Alpin- Formation au Brevet national pisteur-secouriste
Période couverte	Automne 2026 et Saison d'hiver/été 2027, Soit du 01/10/2026 au 30 septembre 2027

SOMMAIRE

1 – Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales	3
1.1 Objet de l'accord cadre	3
1.2 Fractionnement de l'accord cadre en bons de commande.....	3
1.3 Modification de l'accord cadre	4
2 – Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre.....	4
3 – Règlementation.....	4
3.1 Obligation de confidentialité	4
3.2 Protection des données à caractère personnel.....	5
3.3 Force majeure	5
3.4 Clause de non exclusivité	5
3.5 Responsabilité du titulaire	5
3.6 Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire.....	5
4 – Pièces constitutives de l'accord-cadre	6
5 – Prix – Variation du prix.....	6
5.1 Contenu des prix et taxe de séjour	6
5.2 Variation du prix.....	7
6 – Facturation et paiement	7
6.1 Présentation des demandes de paiement.....	7
6.2 Paiement des cotraitants	8
6.3 Paiement des sous-traitants	8
6.4 Avance.....	8
6.5 Acompte et cautionnement	9
6.6 Délais de paiement	9
6.7 Intérêts moratoires	9
7– Modalités d'exécution de l'accord cadre	9
7.1 Conditions de passation des bons de commande et de réservation.....	9
7.2 Conditions d'annulation	10
7.3 Dispositions transitoires	10
7.4 Désignation d'un référent	11
7.5 Réunions.....	11
7.6 Bilans.....	11
8 – Constatation de l'exécution des prestations	11
8.1 Opérations de vérification	11



8.2 Décision	11
9 – Pénalités.....	11
9.1 Pénalités pour non ou mauvaise exécution des prestations.....	12
9.2 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal .	12
10 – Garanties	12
11 – Assurances.....	12
12 – Différends et litiges	12
13 – Résiliation de l'accord-cadre	13
14 – Dispositions en cas d'intervenants étrangers	13
15 – Clauses techniques	14
15.1 Public accueilli.....	14
15.2 Modalités d'accueil	14
15.3 Détail des sessions de formation et prestations associées	14
15.4 Contraintes horaires du service de restauration	15
15.5 Prestations complémentaire et équipement requis	16
15.5.A Espaces à usage pédagogique / Salles de cours	16
15.5.B Locaux de stockage et de préparation du matériel	16
15.5.C Équipements complémentaires (<i>facultatifs, vivement recommandés</i>)	16
15.6 Coordination logistique des stages sur place.....	16
15.7 Conditions Générales de Vente.....	17

1 – Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre porte sur la réalisation de :

- Prestations d'hébergement et de restauration en pension complète ou demi-pension
- Prestations de mise à disposition de locaux à des fins pédagogiques

au bénéfice des stagiaires et formateurs de l'École Nationale de Ski et d'Alpinisme (ENSA), dans le cadre des sessions de formation professionnelle conduisant au Diplôme d'État de Moniteur de Ski Alpin, et au Brevet national de pisteur-secouriste.

Le marché à procédure adaptée est organisé en trois lots géographiques distincts : Chamonix, Tignes et Les Deux Alpes, et les candidats peuvent soumissionner à un ou à plusieurs lots.

La description des prestations attendues est définie à l'article

1.2 Fractionnement de l'accord cadre en bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre fractionné à bons de commande, en application des articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins.

Chaque bon de commande précisera les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.



Le pouvoir adjudicateur ne s'engage pas sur une répartition du nombre de missions à effectuer.

1.3 Modification de l'accord cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs (avenant, clause de réexamen...) dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

La clause de réexamen porte sur :

- Le montant du marché.
- Des prestations nouvelles et complémentaires avec l'objet du marché.

La mise en œuvre de ces clauses de réexamen est à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Leur application fera l'objet d'un avenant.

Par ailleurs, il est possible, en accord avec le soumissionnaire retenu, de procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre ou de l'accord-cadre dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire. (Cf. article R.2152- 13 du Code de la Commande Publique).

2 – Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre prend effet à compter de notification, pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible tacitement une (1) fois par période d'un (1) an.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur adresse une décision de non- reconduction au titulaire deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision.

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande notifiés pendant cette période de validité de l'accord-cadre seront exécutés jusqu'à leur terme (dans la limite d'un délai de trois mois).

3 – Règlementation

3.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

3.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre
- garantir leur confidentialité
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

3.3 Force majeure

Est considéré comme cas de force majeure au sens du présent accord-cadre tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de l'une des parties et considéré comme tel par les tribunaux.

Tout événement de ce type entraîne pour les parties l'obligation de se concerter afin de tenter de poursuivre au mieux l'exécution du présent accord-cadre. Si cela s'avère impossible, les parties se rencontreront pour décider d'un commun accord, par exemple de la suspension ou la résiliation de celui-ci.

3.4 Clause de non exclusivité

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser certaines prestations, similaires à celles prévues dans le présent accord-cadre par des tiers, si le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande exceptionnelle et/ou spécifique, et dans le cas où aucun des titulaires ne serait en capacité de pouvoir répondre à la demande du pouvoir adjudicateur.

3.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de tout accident ou dommage que l'exécution des prestations prévus à l'accord-cadre ou que son personnel, pourrait causer.

3.6 Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

En vertu de l'article R2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique, il sera demandé au titulaire, de remettre au pouvoir adjudicateur à la date de signature du marché ainsi que tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, une attestation de vigilance, datant de moins de 6 mois, délivrée en ligne sur le site de l'Urssaf,



prouvant que le titulaire s'acquitte de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations de sécurité sociale, accompagnée de toute liste nominative et éventuelle des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le titulaire devra joindre une traduction française de ces documents. A défaut de remise de ces documents, le marché peut être résilié.

4 – Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi dont le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 01 avril 2021.
- L'offre technique du titulaire.

En ce qui concerne l'AE et le CCP, seul l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait foi.

Par ailleurs, ces documents prévalent sur leurs annexes éventuelles en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

5 – Prix – Variation du prix

5.1 Contenu des prix et taxe de séjour

L'accord-cadre est à prix unitaires et appliqués aux quantités réellement exécutées.

Ces prix comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales, ainsi que les frais inhérents à l'ensemble des prestations.

Globalement, les prix prennent en compte tous les frais qui sont les conséquences directes ou indirectes des prestations sans que la liste en soit exhaustive.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande, et selon les prix dont le libellé est donné au bordereau des prix unitaires (BPU).



La taxe de séjour applicable aux stagiaires et formateurs dans le cadre du présent marché est prise en charge par l'ENSA. Elle fait l'objet d'une ligne dédiée à titre indicatif dans le BPU, renseignée par le candidat au tarif fixé par la commune d'implantation de l'établissement. Elle est calculée sur la base du nombre de nuitées stagiaires et formateurs effectivement réalisée. Toute modification du tarif communal en cours d'exécution, donne lieu à une mise à jour du prix unitaire correspondant par voie de notification, sans que cela constitue une modification du marché.

5.2 Variation du prix

Les prix sont fermes pour la 1ère année d'exécution de l'accord-cadre.

Ils sont ensuite révisables annuellement (à la date anniversaire), sur demande expresse du titulaire (courrier envoyé en LRAR au minimum deux mois avant la date anniversaire) selon la formule suivante : $P = P_o \times (B_{tn} / B_{toAll})$

dans laquelle :

BtoAll : indice correspondant à la date d'établissement des prix

Btn : indice correspondant à la date antérieure de trois mois à la date du début d'exécution des prestations

- P = prix révisé

- Po = prix en vigueur précédemment (date de début de marché/de notification (si ultérieure) ou date de la précédente révision)

L'indice de référence est le suivant : Indice de production dans les services - Hébergement et restauration. Série trimestrielle brute - France - Base 2021 – Identifiant 010766689.

En cas de réactualisation du marché, le prix sera de nouveau ferme.

Clause de sauvegarde

Lorsque, par application de la formule de révision des prix, ceux-ci augmentent de plus de 5% l'an (par rapport aux prix notifiés la première année ou aux prix révisés les années suivantes), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier (si aucun accord n'est trouvé entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur), sans indemnité pour le titulaire, le présent accord-cadre.

Cette résiliation prend la forme d'une décision expresse et est exécutoire immédiatement après sa notification au titulaire.

6 – Facturation et paiement

6.1 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par



échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 4° Les factures sont établies par session à mesure de réalisation des prestations ; et mentionnent, le nom et le numéro du stage,
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; les effectifs réels stagiaires, les effectifs réels formateurs et le détail des prestations réalisées
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 12° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. 14° Le numéro de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter une facture si l'une de ces mentions fait défaut. Les mentions relatives aux numéros du bon de commande, de session, de stage, ainsi que son nom, ont vocation à fluidifier la prise en charge des factures.

6.2 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

6.3 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

6.4 Avance

Une avance pourra être versée selon les conditions prévues aux articles L2191-1, L2191-2 et



suivants du Code de de la Commande Publique.



6.5 Acompte et cautionnement

Il ne sera pas versé d'acompte.

Il n'est pas demandé au titulaire de constituer un cautionnement.

6.6 Délais de paiement

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

6.7 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Tout événement de ce type entraîne pour les parties l'obligation de se concerter afin de tenter de poursuivre au mieux l'exécution du présent accord-cadre. Si cela s'avère impossible, les parties se rencontreront pour décider d'un commun accord, par exemple de la suspension ou la résiliation de celui-ci.

7– Modalités d'exécution de l'accord cadre

7.1 Conditions de passation des bons de commande et de réservation

Les commandes sont faites suivant l'établissement de bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre. Les bons de commande notifiés pendant la période de validité sont à exécuter jusqu'à leur terme.

- Le nom et la raison sociale du titulaire ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Le n° et la date du bon de commande ;
- Le nom, le numéro du stage, les dates de session et lot concerné ;
- Le service émetteur ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité et le contenu commandé : les effectifs prévisionnels des stagiaires et formateurs ;
- Le montant du bon de commande (prix d'engagement par référence au BPU ou devis en euros TTC) ;
- L'adresse de facturation.



Chaque bon de commande est notifié par courriel au service groupe/financier du prestataire et aux coordinateurs de la logistique des formations du pouvoir adjudicateur.

Le prestataire hébergeur transmet au coordinateur logistique une confirmation de réservation à J-60 puis à J-30 avant le début du stage.

Les effectifs prévisionnels deviennent fermes et définitifs à J-30.

Le planning des stages arrêté pour chaque prestataire sera transmis à l'hébergeur pour l'ensemble de la saison 2026-2027.

7.2 Conditions d'annulation

Le candidat aura indiqué dans son offre les modalités applicables aux annulations et modifications qu'il entend mettre en œuvre dans le cadre du présent accord-cadre.

En tout état de cause, en termes d'annulation du fait du stagiaire, le candidat ne pourra pas appliquer de pénalités plus strictes que les Conditions Générales de Vente applicables par le pouvoir adjudicateur aux stagiaires de la formation professionnelle, à savoir l'annulation sans frais jusqu'à 30 jours avant l'arrivée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler ou de reporter tout ou partie d'une commande de son fait en cas de survenance de tout événement indépendant de sa volonté (fermeture des remontées mécaniques, décision administrative), et dans ce cas, des conditions spécifiques s'appliquent.

Lorsque l'évènement survient en cours de prestation, seules les nuitées et repas non consommés à la date de l'interruption sont déduits de la facturation. Les prestations effectivement réalisées jusqu'à la date d'interruption sont dues au prestataire dans leur intégralité. Aucune indemnité complémentaire ne serait être exigible de part et d'autre au titre des prestations non exécutées du fait de cet événement.

En cas de report, le prestataire soumet au pouvoir adjudicateur ses disponibilités sur les dates de report potentielles dans un délai de 24h à compter de la notification. Les conditions tarifaires initialement convenues demeurent applicables sans modification. Aucune indemnité n'est due de part et d'autre dès lors qu'un accord sur de nouvelles dates est formalisé.

En cas d'urgence, les réservations peuvent exceptionnellement être passées par téléphone avec un numéro de commande, et régularisées ensuite.

7.3 Dispositions transitoires

Un mode de fonctionnement hybride sera mis en place au cours de la saison 2026-2027, pour un maximum de trois sessions de stage d'une semaine chacune. Sa mise en œuvre fera l'objet d'une évaluation à l'issue de la saison. Le dispositif consiste à distinguer les modalités de réservation en fonction du public concerné :

→ Pour les formateurs, la réservation des chambres, et le règlement des factures seront effectués conformément aux modalités prévues au présent accord-cadre.

→ Pour les stagiaires, la réservation en chambre partagée sera réalisée directement par le stagiaire auprès de l'établissement hébergeur, sur la base d'un tarif préalablement négocié entre l'ENSA et le prestataire. Ce dernier s'engagera, sous réserve de disponibilité, à maintenir le tarif négocié par nuitée en chambre partagée avec affectation par genre, dans des conditions de qualité conformes à celles définies au marché. Les factures seront directement transmises aux



stagiaires par l'établissement hébergeur et leur règlement sera réalisé directement par le stagiaire, sans intervention de l'ENSA. Les conditions générales de vente applicables seront celles en vigueur du prestataire pour toute réservation individuelle.

7.4 Désignation d'un référent

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat et de réactivité, en conséquence le pouvoir adjudicateur exige du titulaire, le nom et les coordonnées professionnelles d'une personne référente, chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations. Le titulaire devra pouvoir répondre aux demandes, tous les jours ouvrés.

Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission le titulaire doit en aviser immédiatement la personne en charge de l'accord-cadre pour le pouvoir adjudicateur.

A ce titre l'obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai. Ce changement ne donnera pas lieu à un avenant.

7.5 Réunions

Des réunions de suivi d'exécution de l'accord-cadre pourront être organisées tout au long de la durée de réalisation des prestations, aucun surcoût ne sera appliqué.

7.6 Bilans

Chaque année, à la date anniversaire de l'accord-cadre et deux mois avant la date de fin de l'accord-cadre (fin de marché, non reconduction ou résiliation) le titulaire sera tenu de fournir un bilan des prestations réalisées

8 – Constatation de l'exécution des prestations

8.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications, il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

8.2 Décision

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du CCAG FCS.

9 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire de l'accord-cadre ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas appliquer les diverses pénalités mentionnées dans le présent article (décision unilatérale).

Ces sanctions trouvent à s'appliquer sans préjudice des sanctions résolutoires applicables.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception signalant les manquements et les pénalités correspondantes.

Le titulaire peut apporter, dans les meilleurs délais, toute justification sérieuse de nature à solliciter une exonération du paiement des pénalités. La décision d'exonération relève du pouvoir discrétionnaire de l'administration. Le pouvoir adjudicateur informe alors le titulaire de la décision d'exonération ou de son refus.

9.1 Pénalités pour non ou mauvaise exécution des prestations

En cas de non-exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur peut après une mise en demeure faite par LRAR au titulaire de l'accord-cadre, faire appel au concours d'un autre prestataire.

Le surcoût éventuel de dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution de ces prestations est à la charge du titulaire.

Le surcoût, supporté par le pouvoir adjudicateur, correspond à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour les prestations réalisées et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

Le surcoût est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises ou fera l'objet de l'émission d'un titre de recette à l'encontre du titulaire.

Une mauvaise exécution équivaut à une non-exécution.

9.2 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

10 – Garanties

La durée de garantie est conforme aux dispositions portées à l'article 33 du CCAG-FCS.

11 – Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

12 – Différends et litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable.



En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif compétent sera celui de Grenoble.

Préalablement à toute instance contentieuse, les parties s'efforceront de résoudre par voie de conciliation tout différend relatif à l'application ou l'interprétation du présent accord-cadre. La loi française est seule applicable.

13 – Résiliation de l'accord-cadre

Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS avec les précisions suivantes : le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit à aucune indemnité de résiliation.

14 – Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à



l'accord- cadre sont rédigées en français".



15 – Clauses techniques

15.1 Public accueilli

Les personnes hébergées sont exclusivement des adultes majeurs : stagiaires en formation initiale et formateurs de l'ENSA. L'ensemble des résidents s'engage à respecter sans réserve le règlement intérieur de l'établissement hébergeur.

15.2 Modalités d'accueil

Les stagiaires sont logés en formule pension complète (tarif forfaitaire 5, 10 ou 15 nuitées), dans des chambres partagées (twin, triples, quadruples) pouvant accueillir au maximum 4 personnes. Les chambres doivent être constituées de personnes de même genre.

Les formateurs de l'ENSA sont logés en formule pension complète, ou demi-pension (tarif forfaitaire) dans des chambres individuelles impérativement (chambre single ou double occupée par une seule personne), en formule 5 nuits principalement, ou en 2/3 nuitées

15.3 Détail des sessions de formation et prestations associées

Différents types de stages sont concernés par le présent accord. Leurs caractéristiques en termes de durée, d'arrivée, de départ et de couverture repas sont précisées ci-dessous :

Stage : UF1	
Durée	2 semaines consécutives (journées ouvrables lundi-vendredi, hors WE, ou 2 semaines continues.
Arrivée	1 ^{re} semaine : veille du stage (dimanche soir, fin de journée) 2 ^{ème} semaine : lundi matin
Départ	Le vendredi de chaque fin de semaine, en milieu d'après-midi sauf en cas de semaines continues
Restauration couverte	1 ^{re} semaine : dîner du dimanche soir → déjeuner du vendredi midi 2 ^{ème} semaine : déjeuner du lundi midi → déjeuner du vendredi midi
Options formateurs	Pension complète, demi-pension ou externe avec repas du midi

Stages : UF3 - UF4 - UF10 et « SHN »	
Durée	2 semaines consécutives, journées ouvrables lundi-vendredi (hors WE)
Arrivée	1 ^{re} semaine : veille du stage (dimanche soir, fin de journée) 2 ^{ème} semaine : lundi matin
Départ	Le vendredi en milieu d'après-midi
Restauration couverte	1 ^{re} semaine : dîner du dimanche soir → déjeuner du vendredi midi 2 ^{ème} semaine : déjeuner du lundi midi → déjeuner du vendredi midi
Options formateurs	Pension complète, demi-pension ou externe avec repas du midi

Stages : UF2 - UF5 – UF6 – UF8 – UF9

Durée	1 semaine – journées ouvrables lundi-vendredi, hors week-end
Arrivée	La veille du stage (dimanche soir, fin de journée)
Départ	Le vendredi en milieu d'après-midi
Restauration couverte	Dîner du dimanche soir → déjeuner du vendredi midi
Options formateurs	Pension complète, demi-pension ou externe avec repas du midi

Stages « Pisteurs »

Durée	3 semaines consécutives, journées ouvrables lundi-vendredi, hors WE
Arrivée	1 ^{re} semaine : veille du stage (dimanche soir, fin de journée) 2 ^{ème} semaine : lundi matin 3 ^{ème} semaine : lundi matin
Départ	Le vendredi en milieu d'après-midi
Restauration couverte	1 ^{re} semaine : dîner du dimanche soir → déjeuner du vendredi midi 2 ^{ème} semaine : déjeuner du lundi midi → déjeuner du vendredi midi 3 ^{ème} semaine : déjeuner du lundi midi → déjeuner du vendredi midi
Options formateurs	Pension complète, demi-pension ou externe avec repas du midi

Un planning prévisionnel indiquant la répartition des différentes sessions de stage ainsi que les volumes estimés de stagiaires et formateurs sera transmis en amont de l'ouverture de la saison. Le planning sera indicatif et susceptible d'évoluer en fonction des conditions nivo-météorologiques ou de modifications organisationnelles de l'ENSA.

- Concernant spécifiquement les hébergements individuels hors périodes de formation (week-ends) :

Les nuitées du vendredi et du samedi soir (+ la nuitée du dimanche soir pour les semaines consécutives), sont exclues du périmètre du présent marché. Les stagiaires souhaitant prolonger leur séjour sur ces périodes réservent et règlent directement auprès de l'établissement hébergeur, à titre personnel et sans intervention de l'ENSA.

Le prestataire s'engage à proposer un tarif préférentiel spécifique aux stagiaires de l'ENSA, identique quelle que soit la période ou le type de stage. Ce tarif doit figurer explicitement dans l'offre remise au pouvoir adjudicateur.

La réservation, la facturation et le règlement de ces nuitées sont assurés directement par le stagiaire, sans intervention de l'ENSA. Les conditions générales de vente applicables à ces réservations sont celles en vigueur pour toute réservation individuelle.

15.4 Contraintes horaires du service de restauration

Compte tenu des impératifs pédagogiques et de la logistique des stages, les horaires de service doivent impérativement s'adapter aux créneaux suivants :

Repas	Créneaux de service exigés
-------	----------------------------

Petit-déjeuner	6h30 – 8h30
Déjeuner	13h30 – 14h00 ou 14h00 – 15h00 (selon le stage et l'effectif)
Dîner	19h00 – 20h30

15.5 Prestations complémentaire et équipement requis

En complément des prestations d'hébergement et de restauration proposées aux stagiaires et formateurs, le prestataire doit mettre à disposition de l'ENSA des locaux/espaces à des fins pédagogiques incluant certains matériels et équipements, nécessaires au bon déroulement des sessions de formation théoriques :

15.5.A Espaces à usage pédagogique / Salles de cours

- Au minimum deux espaces modulables /ou salles de réunion, équipés de chaises, tables, écrans rétractables et vidéoprojecteurs :
 - 1 grande salle/espace pouvant accueillir jusqu'à 80 participants
 - 1 ou plusieurs salles/espaces de taille intermédiaire (capacité max. : 48 à 64 participants chacune)
 - Les stages « pisteur » ont besoin sur une journée, de plusieurs espaces pouvant accueillir 10 personnes chacun, utilisés à des fins de jurys d'examen

Les salles dédiées à la formation théorique sont réservées en après-midi sur un créneau de deux à trois heures, confirmé simultanément à la réservation des chambres par les responsables logistiques de l'ENSA.

En cas d'intempéries entraînant la fermeture des remontées mécaniques, ces créneaux peuvent être avancés en matinée. Le prestataire en est informé dans les meilleurs délais afin d'anticiper toute adaptation nécessaire.

15.5.B Locaux de stockage et de préparation du matériel

- 1 local de stockage fermé et sécurisé, destiné au matériel logistique de l'ENSA (piquets, outillage, appareils audiovisuels et équipements de valeur). Ce local pourra également servir de salle de fartage pour l'équipe pédagogique.
- 1 salle/espace de fartage accessible aux stagiaires et formateurs, permettant la préparation des skis avec leurs propres produits et matériels.

15.5.C Équipements complémentaires (*facultatifs, vivement recommandés*)

Le prestataire est invité à mettre à disposition les équipements suivants, dont la présence constituera un critère d'appréciation favorable de l'offre :

- 5 écrans TV mobiles pour la réalisation des briefings vidéo par groupe
- 1 casier à ski par chambre occupée
- 1 tableau d'affichage (mural ou mobile, dimensions recommandées : 100 x 150 cm) pour la communication des plannings de stage

15.6 Coordination logistique des stages sur place

La coordination logistique des stages de formation professionnelle Ski Alpin et Pisteur sur les sites de Chamonix/Saint-Gervais, Tignes et Les Deux Alpes est assurée par une équipe de référents désignés par l'ENSA, qui constitue les interlocuteurs exclusifs pour toute question relative à la préparation et au suivi logistique de chaque session de stage.



Les échanges concernant le suivi des réservations de prestations devront nécessairement transiter par cette équipe pour les échanges avec les partenaires hébergeurs :

- En amont : coordination des réservations hébergement-restauration et réservation des espaces pédagogiques.
- Pendant les formations : présence sur le terrain pour communiquer, gérer les absences.
- En aval : consolidation des données pour la facturation.

Toute demande ou modification logistique devra être traitée par l'équipe de référents. Ce dispositif permet à l'ENSA de garantir une coordination au plus proche de la réalité du terrain, et d'assurer un suivi rigoureux des réservations Groupes auprès des partenaires hébergeurs.

15.7 Conditions Générales de Vente

Le prestataire hébergeur s'engage, pendant toute la durée du marché, à :

- Disposer des agréments et autorisations réglementaires requis
- Respecter la législation en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire
- Souscrire et maintenir une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels
- Signaler à l'ENSA tout incident susceptible d'affecter la qualité ou la sécurité des prestations.

L'ENSA se réserve le droit de vérifier à tout moment la conformité des prestations au présent CCP. Tout manquement constaté peut donner lieu à l'application de pénalités conformément au Code de la commande publique



